

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 104 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2750

## Éditorial

Il n'y a pas de vaccins  
contre les  
licenciements et la  
folie du capitalisme !

Pénuries, spéculation :  
le chaos de l'économie

Page 4

Odeodom : un coup  
vache de Tereos !

Page 7

Les travailleurs de la  
Santé en colère et  
dans la rue

Page 8

Carrefour : grève  
pour les salaires

Page 9

## Haiti

Le règne des bandes  
criminelles

Page 12



## Il n'y a pas de vaccins contre les licenciements et la folie du capitalisme !

La crise sanitaire, les questions autour du confinement et de la vaccination saturent les médias et masquent une autre crise, tout aussi dangereuse et meurtrière pour le monde du travail : celle de l'économie capitaliste.

L'exploitation, les bas salaires, l'augmentation de la charge de travail font partie du fonctionnement normal du capitalisme. Mais les marchés saturés et la concurrence exacerbée ont fait basculer, depuis plusieurs décennies déjà, l'économie dans la crise.

Avec un million de chômeurs et de pauvres supplémentaires depuis un an, avec 150 000 commerces mis à l'arrêt plusieurs mois et des secteurs entiers sinistrés, l'épidémie a fait passer un nouveau cap à la crise.

Malgré les milliards d'aides publiques et le chômage partiel censé éviter les licenciements, les plans de suppression d'emplois se sont multipliés. Les plus importants sont souvent le fait de groupes qui ont touché le plus d'aides : 5400 suppressions d'emplois pour Air France, par exemple, 4600 pour Renault. Dans le Nord : en plus de la fermeture de l'usine de Bridgestone, le groupe PSA-Stellantis a programmé la mort du site de Douvrin où travaillent 1500 personnes.

Le gouvernement fait tout un cinéma autour du souverainisme industriel et du « made in France », mais des centaines de sites industriels sont condamnés à la fermeture sans qu'il bouge le petit doigt. Ce sont des fonderies, des sous-traitants de l'aéronautique ou de l'automobile, des sites de l'agroalimentaire comme cette usine Knorr d'Unilever dans le Bas-Rhin.

Des centaines de milliers de salariés mais aussi des travailleurs à leur compte ont perdu leur gagne-pain. Beaucoup d'autres sont menacés de le perdre. D'autres encore ont basculé dans le surendettement à cause du chômage partiel et de la perte de leurs primes. Qu'en dit le ministre de l'Économie ? Que l'essentiel a été sauvé !

Eh oui, « l'essentiel » pour un ministre, comme pour tous les dirigeants de cette société, ce sont les profits et les fortunes de la minorité capitaliste ! Et merci pour Arnault, Bettencourt-Meyers ou Pinault, ce monde-là se porte à merveille. Leur club de milliardaires s'est agrandi passant de 39 à 42, et quand on additionne leurs fortunes, le total a presque doublé durant cette année de crise, atteignant 510 milliards d'euros.

Toutes les guerres ont leurs profiteurs, et celle contre le virus ne fait pas exception. Parmi eux, il y a bien sûr les Google et Amazon, les groupes pharmaceutiques ou encore la grande distribution. C'est le cas de Carrefour dont le PDG reconnaît que les résultats ont été exceptionnels l'année dernière. Mais il faut que les salariés fassent grève pour arracher ne serait-ce que la prime Covid !

La façon dont une minorité s'enrichit sur la crise sanitaire, alors que tous les sacrifices pèsent sur les travailleurs, montre la véritable nature de l'économie capitaliste : un système dont l'unique objectif est de faire de l'argent pour une poignée de parasites. C'est non seulement injuste et révoltant, mais cela nous condamne à la crise économique.

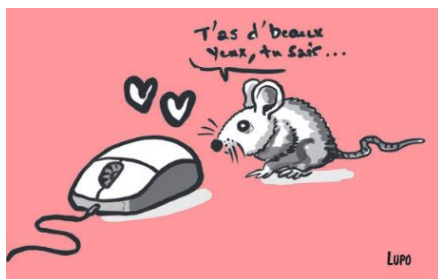
Tous les États se sont lancés dans des plans de relance. En France, Le Maire a mis 100 milliards à disposition du grand patronat. Et à quoi assiste-t-on ? À une envolée mondiale de la spéculation, parce que les capitalistes ont bien plus à gagner en plaçant leurs capitaux au casino de la finance que dans les investissements productifs.

Pour tout un chacun, la pandémie est synonyme de souffrance et de morts. Pour les capitalistes, elle signifie une nouvelle ruée vers l'or avec les fameuses Biotechs dont les actions s'arrachent en Bourse. Miser sur Moderna, dont la valeur boursière a bondi de 500 % en un an, sur BioNTech (+200 %) ou encore sur Novavax (+ 1400 %), c'est le jackpot assuré... jusqu'à ce que la bulle explose.

La même spéculation frénétique fait rage dans l'économie dite verte. Un seul exemple, l'entreprise Tesla, spécialiste de la voiture électrique, qui vend moins de 500 000 véhicules par an, vaut quatre fois plus en Bourse que Volkswagen et ses 9,3 millions de véhicules produits. Voilà où finissent les milliards d'argent public et la plus grande partie des profits sués par les travailleurs !

Oui, l'argent qui manque cruellement dans les hôpitaux et qui pourrait servir à embaucher et augmenter les salaires, dans le public comme dans le privé, sert à jouer toute l'économie à la roulette russe. L'irresponsabilité vis-à-vis de la société sera la règle tant qu'une minorité pourra accroître sa fortune en faisant tout et n'importe quoi. Aucun vaccin ne nous immunisera contre cette folie, elle ne s'arrêtera que lorsque le monde du travail aura la conscience nécessaire pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

## Vivre avec le confinement : le gouvernement cause... le patronat impose



L'annonce par Macron, le 31 mars, de la fermeture des établissements scolaires et de la modification des dates de vacances scolaires a placé du jour au lendemain les parents des milieux populaires dans une situation difficile.

Non seulement les écoles et les crèches sont fermées pour l'immense majorité des enfants, mais c'est aussi le cas de nombreux centres de loisirs, des clubs de sport, des dispositifs

d'action culturelle, de loisirs ou de soutien scolaire.

Dans les milieux plus aisés, l'argent et les relations résolvent bien des problèmes : trouver une nounou, payer et organiser des activités à domicile ou dans une résidence secondaire. Dans les milieux populaires, c'est au contraire souvent la double peine, entre garde d'enfant, télétravail ou congés imposés en plein confinement, car les parents sont soumis aux décisions de leur employeur.

Fidèle à son habitude, le gouvernement n'a fait que des suggestions au patronat, et surtout lui a offert de nouvelles garanties financières.

Macron a aussi préconisé « là où c'est possible », quatre jours de télé-

travail par semaine. Mais seuls les patrons peuvent décider justement si c'est possible ou non. Et surtout, dans bon nombre d'entreprises, lorsqu'un des deux parents est en télétravail, il est impossible d'obtenir le chômage partiel pour l'autre, ou même une autorisation spéciale d'absence (ASA). Le télétravailleur doit alors être simultanément à son poste de travail, et gérer les enfants, les repas, les devoirs, etc.

Concernant le chômage partiel, si le salarié ne touche en principe que 84 % du net, cela ne coûte plus un centime à son patron, puisque le gouvernement a supprimé le reste à charge de 15 % pour les employeurs en cas de garde d'enfants.

## Blanquer 007



Toutes les plateformes numériques de l'Éducation nationale ont été saturées dès le 8 avril mais Blanquer a trouvé une explication pour ce forfait contre « la classe à la maison » du CNED, seul site dépendant de son ministère. « Il a été victime d'attaques informatiques apparemment venues de l'étranger. » C'est sûr : l'étranger doit être jaloux du système éducatif français toujours classé 23e des pays de l'OCDE.

En réalité, même si des hackers ont utilisé des ordinateurs à l'étranger, cela ne dit rien sur leur localisation et, surtout, ces attaques mineures

ne peuvent rien expliquer. Ni pourquoi « les parades simples contre ce type d'attaques » n'ont pas été mises en place, comme le dit un chercheur en cybersécurité cité par Le Figaro. Ni surtout pourquoi le CNED n'a multiplié que par quatre ses moyens virtuels, alors que les besoins étaient bien supérieurs.

L'explication de Blanquer a eu au moins le mérite d'égayer la journée des enseignants, qui se sont défoulés sur les réseaux sociaux en accusant qui les Russes, qui les Nord-Coréens, d'empêcher la cinquième B de Mare à Citrons à Salazie d'envoyer son devoir de technologie.

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ**  
**VENDREDI 23 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT**  
**SAMEDI 24 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON**  
**DIMANCHE 2 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE**  
**SAMEDI 15 MAI de 8H30 à 10H00**

## Pénuries, spéculation : le chaos de l'économie

Semi-conducteurs, polymères, pigments, bois, acier : une pénurie de composants ou de matières premières provoque la mise à l'arrêt d'usines entières, des retards sur les chantiers et une flambée des prix dans la construction.

Ces pénuries et la flambée des prix qu'elles engendrent ont plusieurs causes qui s'alimentent les unes les autres. Comme toujours, les économistes désignent la Chine comme bouc-émissaire dont les industriels se serviraient les premiers.

D'autres dénoncent la pratique généralisée du flux tendu, avec des stocks réduits au minimum pour diminuer les frais. Ils incriminent la délocalisation massive dans des pays à bas coûts salariaux, et dans un nombre réduit d'usines, de la production de ces composants de base.

À ces raisons, bien réelles, s'en ajoutent de plus fondamentales, qui découlent de l'anarchie de l'économie capitaliste. Chaque capitaliste, dans chaque secteur économique, passe des commandes à ses sous-traitants, en aveugle, sans tenir compte de ses concurrents. Une telle attitude, répétée par tous les acteurs, provoque



désorganisation et pénurie.

À cette anarchie généralisée s'ajoute la spéculation à tous les étages. Sur les marchés de matières premières, à Chicago ou à Genève, des sociétés spécialisées ou de grandes banques profitent des pénuries pour acheter puis revendre avec profit des stocks de pétrole, de bois, d'acier. À leur niveau, des intermédiaires détournent des cargaisons de matières premières déjà commandées pour les revendre à plus offrant. Cette spéculation aggrave la crise.

Les travailleurs paient cette organisation folle par les pénuries qu'elle engendre, y compris celle des

vaccins, par les alternances de chômage partiel et d'heures supplémentaires, par la précarité qui se généralise et encore par la menace du retour de l'inflation, qui réduira leur pouvoir d'achat. Pour y remédier, il ne suffira ni de rétablir des stocks dans les usines ni de relocaliser la production. C'est l'économie qui doit être réorganisée, planifiée à partir de l'inventaire des besoins, en ôtant aux capitalistes le pouvoir de décider et en commençant par les exproprier.

## Suez Veolia : accord entre parasites

Depuis des mois, dans le monde particulièrement lucratif de la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie au niveau international, Veolia tente de dévorer l'autre géant Suez.

En octobre 2020 Veolia, l'ancienne Générale des eaux, rachetait pour 9 milliards d'euros 29,9 % des actions de Suez, son principal concurrent issu de la Lyonnaise des eaux. En janvier 2021, Veolia lançait une offre publique d'achat (OPA) pour acquérir les 70,1 % restant. Suez criait alors à l'OPA hostile et lançait la bataille pour faire monter les prix ; actionnaires, banques, institutions financières, fonds spéculatifs, justice, représentants politiques, médias..., tous étaient conviés.

Enfin, le 12 avril Suez et Veolia

ont annoncé un accord de principe sur un rapprochement. Veolia proposait initialement un prix d'achat de 18 euros par action alors que Suez en voulait 22,50 euros, mais les deux compères sont maintenant tombés d'accord sur un prix à 20,50 euros le titre, soit au total 13 milliards d'euros à déboursier par Veolia.

L'accord n'est pas définitif. Il devrait être signé à la mi-mai. Mais il y a d'ores et déjà des certitudes. D'un côté, à un pôle de la société, des milliards d'euros viennent de s'échanger, permettant d'enrichir les détenteurs d'actions quitte à alimenter la spéculation et à aggraver la crise. De l'autre, du côté de ceux qui travaillent à la production d'eau potable et à son adduction, au traite-

ment des déchets, ceux donc qui assurent le fonctionnement de la société, ces opérations financières ne peuvent qu'aggraver leur situation.

Au lendemain de l'annonce de l'accord, le directeur général de Suez affirmait dans une interview « *des engagements à quatre ans qu'il n'y aura pas de pertes d'emplois ni de changement de statut* ». Il n'y aurait qu'une garantie pour transformer sa prédiction en réalité : exproprier ces mastodontes qui perçoivent leur dîme sur la fourniture d'un bien aussi indispensable que l'eau à des millions d'hommes sur tous les continents.

## Écologie : Macron champion du monde... des promesses !

D'après la revue *MIT Technology Review*, la France serait le quatrième pays le plus écologique du monde. Ministres et députés de la majorité ont largement diffusé cette information sur tous les réseaux sociaux.

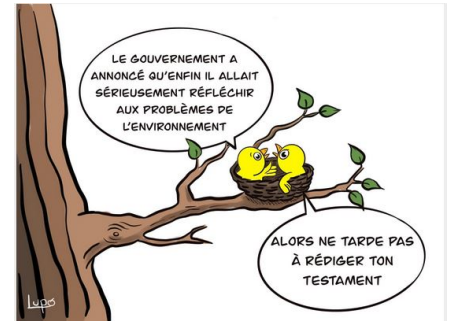
« C'est un classement qui rend hommage à tous les efforts qui ont été faits, en particulier dans cette mandature » a fanfaronné Wargon, la ministre déléguée au Logement. Mais cette étude est dénoncée par de nombreuses associations écologiques car elle a été financée par la banque américaine Morgan Stanley et valorise les pays riches qui polluent le plus ! En fait, la France se retrouve en quatrième position dans ce drôle de classement tout simplement parce que la revue accorde une place très impor-

tante aux... promesses faites par le gouvernement en matière d'écologie. Là, il est classé deuxième !

Vu son absence d'actes dans le domaine de l'environnement, le gouvernement a sans aucun doute été lui-même surpris par les résultats de cette revue. D'ailleurs, même cette dernière note sévèrement la France concernant ses réalisations, notamment sur la transition écologique et le développement des énergies renouvelables, où elle est à la 62e position sur 76.

Pendant ce temps, dans la discussion de la loi climat à l'Assemblée nationale, le gouvernement français écarte par exemple toutes les mesures qui pourraient limiter le droit des industriels à faire de la publicité pour

des produits polluants. Mais cette étude tombe à pic pour lui. Comme les autres, il ne veut pas s'en prendre aux profits des capitalistes et donc ne fait rien de sérieux en matière d'écologie, sauf des paroles.



## Calais : les migrants enfermés protestent



Un mouvement de protestation vient d'avoir lieu au Centre de rétention administrative de Coquelles (CRA), près de Calais où sont enfermés les migrants interpellés en situation irrégulière avant d'être expulsés.

L'absurdité de cet enfermement apparaît d'autant plus que, en raison de la crise sanitaire qui a bloqué les frontières et supprimé les liaisons par avion, l'expulsion est quasi impossible. Le centre est devenu une prison.

Le 25 mars, les « retenus » ont donc refusé de se rendre au réfec-

toire, protestant collectivement contre leurs conditions de rétention inhumaines. Ils ont souvent faim, sont laissés sans activité ni distraction, ni sport, ni sortie. Alors que beaucoup ont des problèmes de peau ou de dents, ou sont en détresse psychologique, ils n'ont quasiment pas accès aux soins, voire sont empêchés de prendre leur traitement médical habituel. Ils protestaient aussi contre les abus policiers, le racisme, les insultes, les vexations, les violences physiques. Lors de ce mouvement, il y a eu un peu de bousculade

sous la pression policière et les autorités en ont pris prétexte pour accuser et condamner deux des retenus à 4 et 6 mois de prison ferme.

La répression contre les migrants se durcit, comme le dénoncent les associations qui leur viennent en aide. À Calais, depuis des années, la police multiplie les destructions de leurs camps, au rythme d'une toutes les 48 heures, et l'évacuation du mardi 6 avril s'est déroulée dans des conditions particulièrement odieuses.

Cette opération intervient quelques jours après une décision judiciaire favorable aux migrants. La maire de Calais avait demandé qu'un terrain occupé par des réfugiés érythréens soit évacué, mais le tribunal administratif de Lille a jugé la demande irrecevable, ayant constaté l'absence d'insalubrité et de plainte du voisinage, prétextes invoqués par la maire.

C'est donc au mépris de ce jugement, que la préfecture a procédé à l'expulsion du terrain, mais en s'appuyant cette fois-ci sur le « délit d'installation illicite de terrain ». C'est donc une décision ignoble... dans la légalité !

## Marine Le Pen : par l'odeur alléchée

« *Mon objectif est d'être présidente de la République* », claironne Marine Le Pen dans les médias. Ses interventions visent à démontrer qu'elle est une politicienne comme les autres, autrement dit une responsable politique capable de faire payer la crise aux classes populaires.

Pour montrer patte blanche, elle recentre donc son programme pour séduire les électeurs plus modérés de la droite traditionnelle. Elle déclare qu'elle est pour le remboursement de la dette afin de rassurer la petite bourgeoisie qui craint de perdre ses économies. Elle multiplie les références aux valeurs républicaines pour se détacher de l'image d'un parti opposé au système politique en vigueur. Dans un contexte où le gou-

vernement droitise son langage pour draguer les électeurs du RN, elle peut même arriver à afficher l'image d'une politicienne plus mesurée.

Ne voulant plus apparaître comme la chef d'un parti antisystème, Le Pen propose même désormais d'être la présidente d'un « *gouvernement d'unité nationale* », invitation à la droite, voire à la gauche, à la rejoindre. Comme tout bon politicien bourgeois qui se respecte, elle sait que pour aller à la mangeoire, il peut être nécessaire de s'entendre avec ceux d'autres partis.

Au-delà de la démagogie dont elle est capable en direction des classes populaires, c'est bien sur ce terrain de la lutte de tous les travailleurs contre les capitalistes

qu'elle montre à quel point elle est du côté des ennemis du monde du travail. Comme elle ne dénonce jamais la responsabilité des capitalistes qui possèdent toute l'économie, on sait que, si elle arrivait au pouvoir, elle mènerait des politiques appauvrissant les travailleurs et soutenant ces capitalistes.

La première mesure que Le Pen dit vouloir mettre en œuvre si elle est élue est un référendum sur l'immigration. En cela, elle poursuit sa démagogie qui vise à faire croire que les travailleurs immigrés sont responsables de la crise. Une démagogie qui divise les travailleurs et les affaiblit dans leur résistance à l'aggravation de l'exploitation dans les entreprises.

## PCF : un candidat à la présidentielle, pourquoi ?

PCF



**Dimanche 11 avril, une convention nationale du PCF s'est prononcée à une large majorité pour que le parti soit présent à l'élection présidentielle de 2022.**

Pour les militants du PCF qui s'acharnent à faire vivre leur parti dans les entreprises et les quartiers, ce choix doit être d'autant plus réconfortant qu'il s'accompagne d'une floraison de déclarations radicales. Fabien Roussel, le secrétaire national du PCF et probable candidat, affirme s'adresser au monde du travail, à ceux qui sont en colère. Et d'ajouter

qu'il veut désormais un changement de société radical, que c'en est fini de la gauche qui déçoit, des candidats uniques de compromis, de toutes les erreurs du passé.

Mais le secrétaire national du PCF affirme dans la foulée qu'il participe et participera à toutes les discussions pré-présidentielles à gauche, d'autre part et surtout, que la vraie bataille et la vraie victoire se joueront après l'élection présidentielle, aux élections législatives. En effet, il s'agira là de garder et peut-être de conquérir bien mieux que des pour-

centages décevants pour des militants imprégnés d'illusions électorales, de réels et concrets sièges de députés. Or le PCF ne peut l'envisager qu'avec des alliances ou, au minimum, des accords de désistement avec le PS, LFI et les écologistes. Il est donc plus que probable que les discours radicaux du candidat en vue d'une présidentielle jugée perdue d'avance pour la gauche ne soient destinés qu'à satisfaire une partie des militants. Quant aux affaires sérieuses, les sièges gagnables, elles se traiteront dans les couloirs avec les habituels partenaires et concurrents. Ainsi, le maintien jusqu'au bout de la candidature Roussel dépendra beaucoup plus de l'avancée des discussions sur les élections législatives que des sentiments et des besoins politiques des militants de base du PCF.

Pour ce qui est du programme politique, le PCF dit vouloir « *une vraie politique de gauche* ». On a eu une idée de ce que cela peut devenir concrètement lorsque la gauche parvient au gouvernement, comme sous la présidence Hollande. Les travailleurs devront trouver une autre voix pour se faire entendre.

## Loi de sécurité globale : les matraques confortées

La loi de sécurité globale vient d'être votée à l'Assemblée. La seule modification apportée à sa version originale concerne l'article 24, mais le fond reste inchangé. Il prévoit qu'une personne qui « incite à l'identification d'un policier », par vidéo par exemple, puisse être condamnée à cinq ans

de prison.

Cette loi favorise l'insécurité en donnant de nouveaux moyens à la police, notamment contre les manifestations, tout en permettant de condamner plus facilement ceux qui filmeraient les violences dont elle se rend responsable



LO

## Discriminations : nouveau gadget

Après la convention citoyenne sur le climat et le comité citoyen sur la vaccination, voici la consultation citoyenne en ligne sur les discriminations. Les ministres concernés, celle chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la diversité, et celui chargé de la participation citoyenne, sont contents : « Toutes les situations de discriminations doivent être mises sur la table », ont-ils déclaré.

Les multiples formes de discriminations que produit le capitalisme en décomposition sont connues, répertoriées, identifiées depuis longtemps. À coup de numéros verts et de plateformes numériques, le gouvernement manifeste juste son impuissance.



## Albioma : « vertes » ou au charbon, ses centrales doivent surtout lui rapporter de l'argent !

Le groupe Albioma vient d'annoncer qu'il allait convertir sa centrale de production électrique de Bois Rouge située dans l'est de l'île en 100 % biomasse en 2023.

L'actuelle centrale fonctionne à 30 % en brûlant la bagasse, résidus de canne à sucre, pendant la campagne sucrière et à 70 % au charbon, pendant l'entre campagnes.

Albioma explique qu'il a décidé de se conformer aux nouvelles consignes environnementales pour « diminuer son empreinte carbone ».

Mais le nouveau carburant de sa centrale, le bois, sa direction a décidé d'aller le chercher à 17 000 kilo-

mètres de La Réunion dans les forêts de la façade Est des USA expliquant que pour elle « Il est plus rentable d'importer, certes, de plus loin, mais avec une meilleure gestion de l'exploitation ». Une gestion exemplaire des forêts américaines que contestent plusieurs ONG de défense de l'environnement qui dénoncent les coupes rases des forêts naturelles de ces régions et aussi le fait selon l'une d'entre elles, Reclaim, que « La conversion d'une centrale à charbon en biomasse forestière entraînera 2 à 3 fois plus de carbone dans l'atmosphère en 2050 ».

Albioma s'était fait déjà rappeler

à l'ordre il y a quelques années par les services gouvernementaux concernant l'absence de dispositifs de filtrage de ces rejets gazeux dans l'atmosphère. Il avait fallu que l'État menace ce groupe capitaliste de fermer son usine pour qu'il fasse le nécessaire. Aujourd'hui il déclare vouloir respecter l'environnement en important du bois venu de l'autre côté de la planète... puisque son coût est le plus compétitif sur le marché.

Ce qui prime donc pour Albioma, ce n'est pas tant l'écologie, que réaliser toujours et avant tout le maximum de bénéfices !

## Cinor : déficit public et engraissement des capitalistes

Lors de la discussion sur le budget primitif 2021 de la Cinor, il ressort que sur une somme globale de 224,83 millions d'euros, 155,43 millions d'euros iront à son fonctionnement et 69,40 millions aux investissements, dont 8 millions au titre du remboursement de la dette !

Christian Annette, opposant socialiste au maire de droite de Sainte Marie a déclaré qu' « *On ne pouvait plus continuer ainsi et que l'époque était à l'économie* ». Son frère, Gilbert Annette, ex-maire de Saint-Denis, Macron compatible, a renchéri en disant qu' « Il faudra bientôt passer à une autre étape, se serrer la ceinture ».

En tout cas, ces deux-là, comme

leurs compères de droite, ne manquent pas d'air quand ils prêchent l'austérité. Pour eux il ne s'agit nullement de l'imposer aux capitalistes, mais aux classes populaires, car les gros sous de la Cinor, comme du Département ou de la Région, servent avant tout à engraisser tous les parasites capitalistes du ramassage d'ordure, des transports scolaires et de personnes ou de la distribution de l'eau et du traitement des eaux usées.

Dans ce dernier cas, les cadeaux faits aux capitalistes de l'eau n'ont pas contribué à diminuer les factures, mais à les faire exploser, plongeant en conséquence les familles les plus pauvres dans des problèmes

financiers sans fin.

Rendre du pouvoir d'achat aux collectivités territoriales et à la population laborieuse ne peut se concevoir qu'à condition de mettre les capitalistes au pas, ce que se refusent à faire les Annette et tous leurs collègues de la Cinor et des autres collectivités locales. Ce n'est qu'à cette condition que la vie des citoyens les plus modestes pourrait changer. Mais en fait, cela ne pourra se faire que le jour où les travailleurs prendront eux-mêmes les choses en mains et mettront fin aux détournements d'argent public au bénéfice des capitalistes.

## Odeadom : un coup vache de Tereos !

Les ministères des Outre-mer et de l'Agriculture ont nommé depuis le premier avril, la déléguée générale du Syndicat du sucre (un appendice du Groupe Tereos), Sylvie Lemaire, au conseil d'administration de l'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer (Odeadom).

Cette désignation a fait « sauté en lèr » les dirigeants des syndicats d'agriculteurs, des coopératives et aussi la maire de Saint-Paul, Huguette Bello qui considère, comme les autres, qu'un « *tel choix n'est pas de nature à assurer une représentation équilibrée de l'ensemble des problématiques et des enjeux du monde agricole en outre-mer* », autrement dit que Tereos est loin de représenter le monde agricole à La Réunion.

Syndicats et coopératives auraient voulu placer leur poulain dans le conseil d'administration. Mais le gouvernement a préféré donner la place vacante à l'industriel pour siéger au sein de cet organisme semi public qui finance les filières animales et végétales en complément d'autres fonds européens et de l'État français. Chaque année, ce sont près de 108 millions d'euros de subven-

tions qui sont versés aux agriculteurs, aux éleveurs et industriels du sucre et du rhum de La Réunion.

Les fameux 28 millions d'aides

Il profite donc proportionnellement davantage aux plus gros et aux industriels. D'où la guéguerre entre eux pour en avoir le contrôle. Les



de L'État attribués sous Hollande à la filière canne (en réalité à l'usiner Tereos) sous prétexte de compenser la soi-disant perte causée par la fin des quotas sucriers au niveau de l'Europe, passent aussi par l'Odeadom.

Tout cet argent public est distribué en fonction de la taille des exploitations et des élevages, du tonnage de cannes livrées, des hectolitres de rhum distillés, etc.

petits agriculteurs, les ouvriers, les techniciens agricoles, qui produisent les richesses dont ces accapareurs tirent profit, eux n'ont pas voix au chapitre.

Pour qu'il en soit autrement il ne suffit pas de réclamer un strapontin dans divers organismes de gestion, il faut exproprier les capitalistes parasites de l'argent public et du travail humain.



## Auto-Moto : ça roule pour les capitalistes, pas pour les travailleurs

Le marché automobile à La Réunion se porte bien et ne connaît pas la crise. Ainsi au premier trimestre 2021, les ventes toutes marques confondues ont atteint le chiffre de 7647 véhicules contre 5743 à la même période en 2020, soit une augmentation de 33,15 %. Leurs prix ne cessent d'augmenter d'année en année. Les capitalistes des concessions voient leur richesse gonfler de jour en jour.

Comment se fait-il alors que les salaires dans l'auto-moto n'augmentent pas et que la convention collective nationale ne soit toujours pas appliquée à La Réunion ?



## Les travailleurs de la Santé en colère et dans la rue



Jeudi 8 avril, les travailleurs de la Santé qui n'avaient pas bénéficié ni de la revalorisation de 183 euros accordée par le gouvernement au secteur social et médico-social dans le cadre de l'accord du « Ségur de la Santé », ni de la prime Covid, ont manifesté.

Près de deux cents d'entre eux ont tout d'abord manifesté leur mécontentement devant les grilles de l'ARS à Sainte-Clotilde où une représentante de l'agence leur a déclaré qu'elle ferait remonter leur message au Département chargé du financement de leurs activités.

Ils ont ensuite rejoint le rassemblement organisé par l'intersyndicale

devant la préfecture où les attendaient plusieurs dizaines de militants d'autres secteurs, dont leurs camarades de l'aide à la personne qui sont mobilisées sur les mêmes objectifs.

Lors de leurs différentes prises de parole, ils ont dénoncé la discrimination dont ils sont victimes et ont revendiqué le même traitement que leurs collègues ayant bénéficié de cette augmentation au nom du principe qu' à travail égal, il faut un salaire égal.

Déterminés à se faire entendre auprès du représentant local de l'État, ils ont exigé d'être reçus par le préfet. Mais il leur a fallu monter le ton pour avoir gain de cause, malgré une haie

de plusieurs dizaines de CRS dépêchés pour protéger les hautes grilles de la préfecture. Là encore, ils ont eu le droit à l'assurance que leurs revendications seraient transmises au ministère... mais à rien de concret !

C'est bien pourquoi ils ont ensuite déclaré que leur combat allait continuer et qu'ils continueraient à amplifier leur mobilisation jusqu'à ce qu'ils obtiennent gain de cause.

Ce sont en fait des milliers de travailleurs et de travailleuses qui triment à longueur d'année dans tous les secteurs touchant à la santé de la population. Leur travail est indispensable à la société, mais la plupart du temps pour des salaires misérables qui n'atteignent pas le Smic après plus de quinze années d'ancienneté.

Leur nombre est leur force. S'ils parviennent à mobiliser tous leurs camarades de travail, ils parviendront à faire reculer le gouvernement qui détient les moyens de satisfaire leurs revendications, car c'est lui qui tient les cordons de la bourse !

# DANS LES ENTREPRISES

## CARREFOUR

### Grève pour les salaires

Mardi 13 avril, les salariés du Carrefour de Sainte-Clotilde ont entamé une grève pour les salaires et ont bloqué les entrées du magasin.

Lors des dernières négociations salariales, leur direction ne leur a lâché que des miettes. Comme le disait une employée gréviste aux informations : « 0,7 %, c'est 28 centimes de plus par jour ou 10 euros de plus par mois. Avec cela on va loin ! ».

La CFDT qui a déclenché la grève ne réclame pas beaucoup plus. Elle réclame 3 %.

Mais cette grève pour l'augmentation des salaires rappelle que,

contrairement à ce que nous déclarent gouvernement, politiciens et patrons, l'augmentation des prix existe bel et bien, à commencer par ceux pratiqués par Carrefour.

Celles et ceux qui remplissent les rayons et sont chargés de les facturer en caisse doivent bien s'en rendre compte. En tout cas, ces dizaines de milliers de produits vendus font des millions d'euros dans les caisses de leur patron qui a bien profité de la décision préfectorale de fermer tous les magasins, sauf les grandes surfaces « alimentaires ».

Cette décision préfectorale a pour

pour effet de voir les résultats des Carrefour et consorts s'envoler. Ils ne se sont jamais aussi bien portés qu'en cette période de crise. Il n'y a que les salaires des employés qui font du sur place. Aucune raison donc d'accepter de se serrer la ceinture à l'heure où l'argent coule à flot dans les caisses de nos capitalistes !

Souhaitons que cette grève donne envie à tous les travailleurs qui tirent chaque mois le diable par la queue de suivre l'exemple donné par les grévistes de Carrefour !

# DANS LE MONDE

## BRÉSIL

### Catastrophe sanitaire, Bolsonaro persiste et signe



Au Brésil, l'épidémie semble maintenant hors de contrôle. Le pays totalise officiellement plus de 350 000 morts du Covid, et chaque jour près de 4 000 autres viennent s'y ajouter.

On manque de bouteilles d'oxygène. Des malades intubés se réveillent, faute de sédatifs en suffisance. Les files d'attente s'allongent devant les Urgences des hô-

pitaux, au point que beaucoup décèdent avant qu'on les prenne en charge. Les cimetières restent ouverts la nuit et les enterrements se font en continu, à la lumière des projecteurs. La religion prend le relais des soins : on a vu une foule à genoux, en prière devant un hôpital de l'État de Santa Catarina, dans le Sud.

Cette catastrophe n'émeut pas le président Bolsonaro, qui continue de refuser toute mesure générale de précaution ou de confinement. Pourtant, le nombre de ceux qui le suivent aveuglément semble diminuer. Pour ne pas se déconsidérer, nombre de politiciens commencent à critiquer l'irresponsabilité du président. Banquiers et patrons font de même, et exigent des mesures contre la pandémie.

Les militaires eux-mêmes, auxquels l'ex-capitaine Bolsonaro octroie une bonne partie des postes de

responsabilité, se sentent du vague à l'âme. Pour ne pas être eux aussi déconsidérés, les chefs des trois armes ont remis leur démission. Les militaires occupent toujours la moitié des ministères et dirigent un tiers des entreprises publiques. Mais l'état-major s'est mis sur la réserve, en position de recours si Bolsonaro coulait.

Les travailleurs, eux, n'ont pas cette faculté de se mettre sur la réserve. Ils sont contaminés en masse. Et pour les millions qui se retrouvent licenciés, c'est la misère et parfois la faim.

La pandémie ajoutée à la crise économique menace de ramener le monde du travail des dizaines d'années en arrière. Bolsonaro, lui, clai-ronne fièrement que tout va pour le mieux, et dans le fléau de la pandémie, c'est un fléau supplémentaire.

### Bezos ne veut pas de syndicat

Tous ceux qui sont hostiles au mouvement ouvrier et aux travailleurs ont pu se réjouir que le vote des employés de l'entrepôt Amazon de Bessemer, en Alabama, au cours du mois de mars, aboutisse au refus de l'implantation d'un syndicat.

Mais ce résultat est loin de refléter des choix effectués librement par les salariés.

Aux États-Unis, un salarié peut bien sûr adhérer individuellement à un syndicat, mais la question est de savoir si son entreprise le reconnaît. Dans ce cas, elle est considérée comme syndiquée et tous ses salariés sont automatiquement adhérents du syndicat reconnu comme leur représentant face au patron, notamment lors des négociations du contrat de travail collectif ; si elle ne l'est pas, aucun employé n'est considéré comme représenté par un syndicat et

le patron n'a pas à s'embarrasser de quelconques négociations. À ce jour aucun des sites américains d'Amazon n'a reconnu de syndicat.

Pour que le syndicat soit reconnu, l'État impose une procédure qui dure des mois, à l'issue de laquelle un scrutin peut être organisé. C'est ce qui a permis à la direction d'Amazon de mener une campagne antisyndicale de grande envergure avec tous les moyens de cette entreprise géante.

3 000 personnes, soit la majorité des 5 600 employés de cet entrepôt, avaient pourtant signé une carte syndicale en fin d'année 2020. Mais une partie a été poussée vers la sortie ou licenciée avant le vote. Les autres ont été obligés d'assister à des réunions hebdomadaires de propagande anti-syndicale tenues par les chefs, dont les arguments étaient affichés jusque

dans les toilettes. Dans cette atmosphère, la plupart des travailleurs ont préféré ne pas prendre part au vote, tandis que 738 ont voté en faveur du syndicat.

Aujourd'hui, Amazon est le second employeur des États-Unis, avec un million de salariés. Leur exploitation est telle que la plupart d'entre eux restent moins d'une année dans ses entrepôts. Mais la pression du chômage, qui a considérablement augmenté depuis un an, permet à Amazon de les remplacer aisément malgré des conditions de travail exténuantes.

Profiter de la misère qui s'étend pour renforcer l'exploitation : c'est ainsi que le principal actionnaire d'Amazon, Jeff Bezos, est devenu l'homme le plus riche des États-Unis.

## SAHEL

### La population victime des soldats du G5

Les 27 et 28 mars derniers, des soldats tchadiens du G5 Sahel ont envahi le village de Tera, dans l'ouest du Niger, et ont violé plusieurs femmes.

Ces hommes appartiennent au bataillon de 1 200 soldats tchadiens dont Macron s'était vanté, lors du dernier sommet du G5 Sahel, d'avoir obtenu le déploiement dans la zone dite des trois frontières. Ils étaient censés protéger la population des attaques djihadistes. Il n'aura pas fallu deux mois pour que l'on voie ce qu'il en est. Les prétendus protecteurs se sont avérés être la pire des menaces.

Aujourd'hui, le Tchad et le G5 Sahel affirment que les coupables seront jugés et punis. Comme si ces crimes barbares étaient des actes isolés, juste imputables à quelques soldats dévoyés ! L'armée tchadienne utilise au Niger, mais aussi dans les zones où elle combat Boko Haram à la frontière du Nigéria, les méthodes



Soldats tchadiens déployés dans le cadre du G5 Sahel et équipés par les USA dont elle est coutumière au Tchad. Macron la sollicite pour ses méthodes expéditives, le contingent tchadien ayant la réputation de ne pas se débander à la première attaque djihadiste. Mais cela va de pair avec l'exécution aveugle des prisonniers qui tombent entre ses mains, combattants ou civils, et l'habitude de considérer qu'elle a tous les droits sur la population locale.

Ces crimes ne sont ni les premiers

ni les derniers, et les dirigeants français en sont complices. En plus d'être particulièrement odieux, ils ne peuvent que jeter les habitants dans les bras des djihadistes, l'armée tchadienne n'étant d'ailleurs pas la seule à en commettre. Les armées maliennes, burkinabés, mais également l'armée française font aussi leur lot de victimes dans la population.

## Le règne des bandes criminelles

Dans le dernier numéro de leur mensuel, **La Voix des Travailleurs, les militants trotskystes de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR-UCI) rapportent comment les bandes criminelles ont été créées et armées par le pouvoir en place.**

« [...] Face à la campagne de terreur des gangs criminels contre la population, le président Jovenel Moïse devait réagir. Et là, il montre qu'il ne dirige plus rien. Devant l'avancée des gangs armés qui le mettent à genoux, il lance un appel désespéré aux USA par le biais de l'OEA [Organisation des États américains] et l'ONU.

[...] Les milices, les paramilitaires, les gangs criminels sont une constante dans la politique du pays. Devant l'incapacité des classes dominantes à satisfaire les revendications de la majorité de la population, tous les gouvernements ont toujours eu recours à ces bandes de malfrats pour prendre et conserver le pouvoir. À ce

titre, Jovenel Moïse n'est pas le premier président qui se sert des bandes armées pour noyer dans le sang les aspirations de la classe ouvrière et des masses exploitées au profit de la classe des politiciens corrompus et de la bourgeoisie.

C'est pour contrer l'avancée de ses opposants au moment des contestations de « pays lock » que Jovenel Moïse s'est véritablement tourné vers les gangs. Il les a encouragés, les a financés, les a armés pour garder son pouvoir. Dans leur évolution, ces bandes criminelles ont élargi leurs actions en s'adonnant à toutes sortes de crimes, de trafics, en se vendant aux plus offrants au point de s'affranchir de la tutelle du chef de l'État.

[...] L'appel de Jovenel Moïse au gouvernement américain est une diversion. Bien que les gangs armés torpillent ses actions, le réduisent au rang de faire-semblant, ridiculisent la police, il n'a aucune volonté et encore moins les moyens de les affronter.

À plusieurs reprises, dans les médias, dans les rues, des gens de la population manifestent clairement leur désir d'aller en découdre avec les bandits qui se terrent dans les quartiers populaires. Ils disent haut et fort que la solution viendra de leur implication, de leurs luttes. Ils ont raison. Devant une population révoltée et déterminée, même une armée ne peut résister. Mais il ne suffit pas de faire déguerpir les gangs, il faut aussi détruire le système politique et économique qui leur a donné naissance. »

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**  
**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*  
 Commission paritaire n°  
 1019C85576

Directeur de publication : Didier  
 Lombard

Tirage : 100 exemplaires  
 ISSN : 2552-7282

**Lutte ouvrière**



*des idées pour comprendre le monde*

Visiter le site

<https://www.lutte-ouvriere.org/comprendrelemonde/>

